

Bulletin d'histoire politique

L'importance de l'Irlande à la veille de l'armistice, 1917-1918

Simon Jolivet



Volume 13, numéro 3, printemps 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055072ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055072ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jolivet, S. (2005). L'importance de l'Irlande à la veille de l'armistice, 1917-1918. *Bulletin d'histoire politique*, 13(3), 201-218. <https://doi.org/10.7202/1055072ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique, VLB Éditeur, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'importance de l'Irlande à la veille de l'armistice, 1917-1918

SIMON JOLIVET

Étudiant au doctorat en histoire Université Concordia

Cet article traite de l'importance de l'Irlande durant les deux dernières années de la Grande Guerre, en regard de la stratégie politique et militaire de la Grande-Bretagne¹. À partir de 1917, le cabinet britannique mené par le libéral David Lloyd George entend adoucir le ton face à une Irlande catholique de plus en plus méfiante. Dans le but de retenir l'appui des nationalistes modérés et d'épargner les sensibilités américaines, le gouvernement Lloyd George tente de résoudre l'impasse politique en mettant sur pied la Convention irlandaise et en laissant tomber le concept de partition de l'île. Cependant, comme nous le verrons, l'incompréhension du problème irlandais par les dirigeants anglais mènera ceux-ci à commettre d'importantes erreurs politiques. Le vote sur la conscription obligatoire en 1918 annoncera la fin du traditionnel parti catholique dirigé par John Redmond et l'ascension du mouvement républicain. En même temps, le refus total des six comtés protestants de l'Ulster de se joindre à une Irlande plus autonome compliquera le travail du cabinet britannique. Au lieu d'atténuer les tensions, Westminster contribuera, par ses maladresses, à raviver le feu sous la marmite irlandaise.

L'ENJEU IRLANDAIS EN 1917-1918

La fin de la Première Guerre mondiale annonce une polarisation politique en Irlande. Celle-ci débute à la suite de la rébellion républicaine de Pâques à Dublin, en avril 1916, mais s'accélère sans cesse durant les deux dernières années du conflit mondial. En effet, les années 1917-1918 enclenchent un processus de radicalisation des positions politiques qui sera au cœur même

des problèmes futurs en Irlande. Sans aucun doute contribue-t-il à rendre la route du gouvernement britannique encore plus nébuleuse, en ajoutant chaque jour un nouveau problème. Quand ce ne sont pas les unionistes protestants qui se déchirent entre eux, ce sont les nationalistes catholiques qui se rallient contre les décisions unilatérales de la coalition gouvernementale menée par David Lloyd George.

En 1917-1918, le cabinet Lloyd George ne reste pas complètement inactif dans le dossier irlandais, même s'il faut admettre que son action est parfois négligeable. Le cabinet compte évidemment régler la question et profite d'ailleurs de la mise sur pied de la Convention irlandaise, en juillet 1917, pour démontrer la bonne volonté du gouvernement, offrant ainsi un mince espoir de règlement en Irlande.

Malgré son manque d'attention et l'inconsistance de son action, le premier ministre Lloyd George désire effectivement solutionner l'impasse en 1917-1918. Au niveau de l'intégralité du territoire irlandais, Lloyd George accomplit un virage complet par rapport à sa position de 1916. Clairement, il adoucit le ton en appuyant maintenant le concept d'unité de l'île. Ce changement d'attitude indique à quel point la notion de partition est toujours précaire à l'époque. Les hésitations de Lloyd George et sa nouvelle position en faveur de l'unité de l'Irlande montrent aussi que la priorité du premier ministre n'est pas nécessairement d'imposer la partition mais plutôt d'arracher un compromis.

La question de la partition indique l'imprécision de la démarche gouvernementale en Irlande. Loin de se préciser, la politique britannique devient toujours plus embrouillée en 1918. L'avancée des organisations politiques radicales, catholiques et protestantes, ne fait qu'empirer la situation en complexifiant la recherche d'une solution. Par ailleurs, notons que cette complexité résulte en grande partie d'une compréhension approximative de la réalité irlandaise. Bien qu'occupé à vaincre l'ennemi allemand, le conseil des ministres doit tout de même prendre une partie du blâme dans l'aggravation de la question d'Irlande. La gestion maladroite et l'incompréhension de l'impact de la conscription en 1918 reflètent assez bien la responsabilité que doit assumer le cabinet Lloyd George.

Ceci expose aussi clairement l'imprécision et l'incohérence de la démarche gouvernementale en 1917-1918. Comment solutionner un problème (en appliquant le *Home Rule*², par exemple) si le même gouvernement fournit simultanément toutes les conditions favorables à la naissance d'un autre problème (comme celui menant à la crise de la conscription en Irlande) ?

INTÉRÊT BRITANNIQUE ET COMPRÉHENSION DU PROBLÈME EN 1917-1918

Au début de l'année 1917, le gouvernement britannique se retrouve pratiquement dans l'obligation d'offrir une nouvelle piste de solution en Irlande. Il faut absolument agir en Irlande, ne serait-ce que pour enrayer un mal imaginaire et le *Sinn Féin*, nouvelle organisation nationaliste considérée plus radicale puisqu'elle demande la séparation complète de l'Irlande et le retrait des soldats irlandais de l'armée impériale :

Since the rebellion the number of Sinn Feiners had multiplied by at least twenty or thirty [...]. The Government are pledged to Home Rule in the terms of the Prime Minister's letter to the Convention [...], the logical order would be first to pass Home Rule, so removing a wrong, or an imaginary wrong, to the people of Ireland³.

Un dommage concret ou imaginaire ? Cela laisse place à l'interprétation. Cependant, le résultat reste le même : le cas irlandais est suffisamment problématique pour mériter un examen. Le cabinet reconnaît d'ailleurs cette situation, d'autant plus que plusieurs intervenants internationaux le lui font remarquer. À commencer par les propres Dominions du gigantesque empire britannique.

En 1917, l'Australie est certainement considérée comme un joueur important dans le groupement de pays affiliés au Commonwealth. Les pressions de ses dirigeants ne manquent pas d'attirer l'attention du cabinet et du premier ministre lui-même, surtout dans le contexte de guerre. Du reste, l'établissement d'un nouveau conseil impérial, l'*Imperial War Cabinet*, au printemps 1917, renforce la position des Dominions et évidemment de l'Australie. Après avoir fourni plusieurs divisions militaires et subi d'importantes pertes humaines sur le front Ouest, l'Australie s'attend à être écoutée à Westminster⁴. Avec raison, les ministres du gouvernement Lloyd George lui prêtent une attention particulière. D'autre part, le premier ministre australien, W. M. Hughes, natif du pays de Galles, tout comme Lloyd George, s'assure rapidement une écoute dans la conduite de la guerre⁵.

Le 30 décembre 1916, le premier ministre australien envoie une lettre à son homologue de la Grande-Bretagne, lui indiquant que les nombreux immigrants irlandais rendent la situation politique difficile dans son pays. Selon Hughes, un règlement en Irlande serait extrêmement profitable pour le pays (et pour lui-même), surtout en prévision de la prochaine élection générale en Australie⁶. Une position claire et souvent reprise ailleurs, notamment dans le Dominion du Canada.

D'ailleurs, certains leaders nationalistes (comme Henri Bourassa), dans leurs revendications, essaient de tirer partie de l'immigration irlandaise catholique, en faisant des parallèles entre les volontés d'indépendance irlandaise et québécoise⁷. Les commentaires des Dominions sur la question irlandaise exercent effectivement une pression valable sur la coalition de Lloyd George ; quelques mémorandums et conversations de l'époque en témoignent⁸. Même le premier ministre reconnaît l'urgence d'agir en regard à la position des Dominions en affirmant que :

[...] the Irish question is a stumbling-block in the conduct of the war. Hughes begged me last year to settle it for the sake of Australia, but I failed to do so. [...] But I feel that it can remain in abeyance no longer⁹.

Cependant, ce seront les pressions d'un autre pays, d'une puissance en devenir, qui le pousseront résolument vers une nouvelle initiative dans le dossier. En fait, un nouvel allié comme les États-Unis commande obligatoirement une action en Irlande.

Les pressions américaines jouent effectivement un rôle considérable dans la stratégie britannique d'avant 1920, spécialement pendant les deux dernières années de la guerre. Manifestement, les activistes irlandais utilisent leur force numérique aux États-Unis pour déranger le pouvoir anglais. Les centaines de milliers d'immigrants venus d'Irlande après la Grande Famine (1845-1849) influencent nettement le gouvernement américain sur la question¹⁰. Malgré les sympathies orangistes du président américain Woodrow Wilson, celui-ci doit quand même tenir compte de l'opinion irlandaise catholique de son pays ; surtout qu'il dirige le parti démocrate, où les partisans irlandais jouent un rôle majeur¹¹. Lloyd George est évidemment conscient de cet état et doit absolument agir s'il ne veut pas perdre la guerre. En fait, au début de 1917, les États-Unis constituent plus qu'un atout futur pour les Alliés : ils sont l'élément décisif qui permettra de gagner ou de perdre la guerre. Toujours absents du conflit, l'entrée des Américains dans la guerre signifierait énormément pour l'Angleterre. Les Britanniques ne peuvent se permettre de négliger leurs cousins américains.

Fait intéressant, l'entrée officielle des États-Unis dans le conflit mondial, en avril 1917, ne met aucunement fin aux tractations politiques et aux pressions diplomatiques. Au contraire, le cabinet Lloyd George doit faire bien attention de ne pas froisser l'opinion publique américaine pour assurer une véritable aide matérielle, militaire et humaine en Europe. La position britannique se résume donc à cet énoncé en 1917-1918 :

In order to win (la guerre) we shall have to carry the whole of strength of America with us [...] and nothing would contribute so much to

the strength of the alliance between England and America as the fact that a settlement had been reached in Ireland¹².

Cette réaction britannique et ce désir de voir l'Amérique se mêler concrètement du conflit mondial est facilement déchiffrable. En 1917, la position des Alliés frôle la catastrophe. Les stratégies politique et militaire britanniques s'écroulent brutalement. La formule du commandant en chef Kitchener, élaborée en 1914, consistait à faire de la Grande-Bretagne la grande créancière des pays Alliés, tout en conservant la suprématie militaire, notamment au niveau maritime¹³. En fait, il s'agissait de garder les forces militaires assez puissantes, en maintenant la supériorité navale et en laissant la France et la Russie accomplir la majeure partie des batailles continentales. Entre temps, la Grande-Bretagne devait attendre l'épuisement des armées belligérantes sur le continent européen avant d'infliger un K. O. technique à l'Allemagne, permettant ainsi aux Anglais de dicter le futur règlement de paix¹⁴.

Malheureusement pour l'Angleterre, rien ne se passe comme prévu. En 1917, tous les piliers de cette stratégie s'effondrent. D'abord, après plus de deux ans d'hostilités, l'économie britannique amorce un recul tangible au profit de l'économie new-yorkaise. Une crise économique et sociale menace le pays : le coût de la vie ayant augmenté d'environ 65% depuis 1914 et les prix de 92%¹⁵. Ensuite, équipée d'une nouvelle technologie sous-marine, l'Allemagne déclenche une guerre impitoyable et totale sur les mers. Le résultat est net : un navire sur quatre ne revient jamais à bon port¹⁶. Désormais, aucun cargo n'est à l'abri d'attaques allemandes, qu'il transporte du blé, des armes ou d'autres denrées. Simultanément, la Russie connaît une révolution majeure, qui mènera à la chute du régime centenaire des Tsars, à l'accession de Lénine au pouvoir et enfin à la défection de cet allié à la suite du traité de paix signé entre les forces bolcheviques et allemandes¹⁷. Comme si ce n'est pas assez, la France rencontre d'énormes difficultés dans ses armées, plusieurs actes de mutinerie éclatant dans les tranchées après la défaite cinglante des armées dirigées par le général Nivelle sur le front Ouest¹⁸.

En somme, si les États-Unis refusent d'accélérer le pas et d'accorder le support numérique, les Alliés sont pratiquement fichus. Il est maintenant possible de mieux mesurer l'importance de la question irlandaise dans ce contexte. Le gouvernement anglais doit trouver une solution, ou du moins laisser croire aux Américains qu'il peut régler la question. Reste seulement à savoir la forme que doit prendre cette nouvelle initiative.

L'ACTION BRITANNIQUE ENTRE 1917 ET 1918

En mai 1917, Lloyd George rédige une lettre qu'il adresse aux principaux interlocuteurs irlandais, John Redmond, leader des nationalistes catholiques

modérés et Edward Carson, leader de l'Ulster protestante ; un papier leur intimant d'accepter une proposition de règlement basée sur le modèle d'une ancienne entente (jamais ratifiée), datant de 1916. Cette proposition vise l'application immédiate d'une autonomie relative pour l'Irlande, le *Home Rule*, mais assortie d'une exclusion (sujette à une reconsidération dans cinq ans) de six comtés protestants d'Ulster¹⁹. Évidemment, jamais John Redmond et les nationalistes catholiques ne pourraient envisager accepter pareille suggestion de partition. Tenant compte du refus des nationalistes, Lloyd George consent, faute d'idées, à rajouter *in extremis* ce passage à la fin de la lettre qu'il s'apprête à envoyer :

If this should not be the case (acceptation de sa proposition de *Home Rule* et de partition) there remains an alternative plan which, though it has been sometimes seriously discussed, has never been proposed : that of assembling a Convention of Irishmen of all parties for the purpose of producing a scheme of Irish self-government²⁰.

Cette idée de Convention irlandaise apparaît profitable pour le gouvernement. En effet, un règlement obtenu au sein même de la famille irlandaise serait absolument avantageux pour Lloyd George et son équipe. D'une part, cela pourrait accélérer l'enrôlement de milliers de soldats en Amérique et aussi à l'intérieur même d'une future et satisfaite Irlande autonome ; d'autre part, une entente éliminerait une épine historique dans les débats parlementaires britanniques.

La Convention irlandaise débute officiellement le 25 juillet 1917²¹. De façon intéressante, l'ouverture de la Convention met en lumière la profonde division régnant en Irlande en 1917. L'absence de plusieurs participants, notamment de Edward Carson (qui délègue le député ulstérien Hugh Barrie pour l'occasion) et de toute l'organisation politique du *Sinn Féin* (parti catholique républicain), rend compte de ce fossé politique et idéologique entre les différentes factions irlandaises. L'Irlande n'a jamais été autant divisée, mais le plus difficile reste à venir. La Convention irlandaise, au lieu d'atténuer cette tension, contribuera à la consolider et à l'intensifier. L'Irlande d'après 1918 sera sans aucun doute l'Irlande de la division.

Les délibérations de la Convention durent plusieurs mois, le rapport final étant rédigé le 5 avril 1918²². Neuf mois de pourparlers, de tergiversations et de frustrations régulières. Les discussions tournent autour d'une idée principale, celle lancée par Lord Midleton, grand propriétaire terrien et protestant du sud. L'idée de Midleton réussit à attirer l'attention et même l'appui des nationalistes de Redmond et des membres travaillistes²³. La proposition déposée en novembre 1917 est considérée comme le seul « workable compromise ». Elle se résume à relativement peu de choses : l'acceptation du principe

d'autodétermination pour l'Irlande (*Home Rule*), l'établissement d'un seul parlement pour toute l'Irlande, avec un conseil exécutif responsable, et l'octroi de pleins pouvoirs au niveau des législations locales, de l'administration et des taxes directes²⁴.

Il s'agit donc d'un *Home Rule*, mais accompagné de pouvoirs financiers supplémentaires, dont notamment les dividendes récoltées par l'imposition de frais douaniers payés à un futur ministère irlandais des finances. La proposition suit davantage les lignes d'un dominion, avec l'établissement d'un seul parlement pour toute l'île et des pouvoirs fiscaux accrus²⁵. Toutefois, l'idée de Midleton ne suggère pas l'indépendance totale dont jouissent les Dominions de l'Empire à l'époque. En réalité, il s'agit toujours d'un *Home Rule* puisque les députés irlandais continueraient d'être représentés à Westminster. Plusieurs devraient siéger simultanément à Dublin et Londres²⁶.

LA PARTITION ABANDONNÉE

En ce qui concerne l'intégralité du territoire irlandais, la position favorisée par Midleton s'avère déterminante : elle établit un seul parlement irlandais, qui devrait siéger à Dublin. D'ailleurs, tant qu'à accorder le *Home Rule* à l'Irlande, vaut mieux que ce soit à toute l'Irlande. Du moins, il s'agit de l'opinion partagée par Midleton et ses collègues unionistes protestants du sud²⁷.

C'est donc le retour à la politique de l'unité irlandaise, telle qu'élaborée dans les anciens projets de *Home Rule* remontant aussi loin qu'en 1885. Plus question de « partitionner » l'île en deux ou d'exclure certains comtés de l'Ulster, comme Lloyd George l'avait proposé quelques mois auparavant. D'ailleurs, David Lloyd George lui-même accepte l'idée de l'unité en 1917-1918. Il effectue ainsi un virage complet sur la question. En 1917, le premier ministre décide que la partition est maintenant une voie sans issue²⁸. Dans cette optique, il va jusqu'à affirmer aux membres de la Convention : « It is quite clear to our minds that no settlement would be acceptable to Ireland upon any basis of the division of the country »²⁹. Il en rajoute encore lors d'une intervention au cabinet, ce même 13 février 1918, sur les conseils de son secrétaire particulier, W. G. S. Adams³⁰.

Comment expliquer ce changement complet de direction ? D'abord, il faut le dire, la partition n'a jamais été la solution miracle pour Lloyd George. Même s'il l'avance quelquefois dans ses négociations avec Redmond et Carson, elle demeure toujours une possibilité parmi plusieurs autres. Pour Lloyd George, la partition est toujours conditionnelle au règlement ou au résultat envisagé : une constante pendant toute sa carrière.

À l'époque, un règlement est évidemment recherché, notamment pour adoucir les relations diplomatiques avec les États-Unis ; et ce règlement commande indubitablement l'unité territoriale de l'Irlande. L'unité est absolument essentielle si le gouvernement souhaite vraiment obtenir l'appui des nationalistes de Redmond. De toute façon, depuis l'entente manquée de 1916 et la méfiance redoublée des nationalistes, tout indique que John Redmond n'aurait jamais participé à une Convention sans l'assurance que la base des discussions s'appuyait sur l'établissement d'un seul parlement³¹.

En 1917-1918, l'idéal de l'unité et la survie de l'Empire l'emportent sur la partition, du moins dans l'esprit du premier ministre et de ses principaux ministres. Ce revirement de situation s'explique, mais confirme néanmoins l'extrême volatilité du concept de partition. D'ailleurs, jamais la partition ne constituera une panacée pour le premier ministre, et ce, même s'il finira par l'implanter en Irlande en 1920. Quoi qu'il en soit, en 1917, la situation commande l'unité. Bien sûr, la stratégie de Lloyd George demeure toujours d'accorder un traitement privilégié aux protestants d'Ulster. Jamais il ne sera question de les laisser tomber. Mais en 1917-1918, ce traitement privilégié prend la forme d'assurances politiques. Au lieu de l'exclusion des six comtés majoritairement protestants de l'Ulster, Lloyd George appuie dorénavant la proposition Midleton, dotant l'Ulster de veto et d'une pérennité garantie par une représentation protestante artificielle au sein d'un futur parlement irlandais.

LE REJET DE L'ULSTER

Malgré toutes ces assurances, l'opinion « ulstérienne », pilotée par Hugh Barrie et Edward Carson, reste invariablement de glace. L'Ulster ne se rallie pas. Tout au long des discussions, Barrie et son équipe observent une position *non-possumus* qui engage régulièrement la Convention vers la faillite. Au grand dam, non seulement de John Redmond, mais aussi des unionistes du sud, dirigés par Midleton et appuyés par le président de la Convention, Horace Plunkett. En fait, un des résultats de la conférence sera la disparition de toute fraternité entre les unionistes irlandais. C'est le développement d'un conflit ouvert entre les unionistes du sud et ceux de l'Ulster. La position inébranlable de l'Ulster en 1917-1918 et son refus d'entrer dans un parlement unique déclenchent la rage de tous.

De nombreux protestants du sud ne cachent d'ailleurs pas leur désapprobation³². L'inflexibilité de l'Ulster dérange même le cabinet britannique. À preuve, Lloyd George intervient personnellement auprès de son bras droit et

fidèle allié conservateur, Bonar Law, pour lui demander d'exercer des pressions sur Carson et ses collègues. Dans un vibrant plaidoyer, David Lloyd George laisse paraître toute sa colère et ses appréhensions :

The Irish are now paralysing the War activities of AMERICA. You must remember it would come out that the President (Woodrow Wilson), [...] made a special appeal to us. This is the opportunity for ULSTER to show that it places the Empire above everything, and if the little Protestant Communities of the South, isolated in a turbulent sea of Sinn Feinism and Popery, can trust their lives and their property to Midleton's scheme, surely the powerful Communities of the North might take that risk for the sake of the Empire in danger. If America goes wrong we are lost. I wish Ulster would fully realise what that means. I am afraid they don't³³

Malgré cette intervention, rien n'y fait. La proposition Midleton, approuvée par une large partie de la Convention ne recevra jamais l'appui des protestants d'Ulster.

LA CONVENTION ET SES RÉSULTATS

Après neuf mois de consultations, la Convention irlandaise réussit finalement à produire un rapport final, accepté par quarante-quatre des soixante-treize membres participants. Une mince majorité. Contrairement à ce qu'affirme l'historien Alan J. Ward, le premier ministre Lloyd George est conscient de cet échec et de la difficulté d'appliquer les propositions de la Convention, approuvées seulement par quarante-quatre de ses membres³⁴. En réponse à la question d'un collègue, Lloyd George trace un portrait lucide de la situation :

H. A. L. Fisher : Has not the Government given a pledge to proceed if there was a substantial agreement at the Convention ?

Prime Minister : I do not think you can say that 44 to 29 is substantial agreement³⁵.

Dans un de ses volumes sur la question, l'historien Nicolas Mansergh signale que la Convention constituait davantage une déception qu'un échec pour Lloyd George³⁶. Sûrement, mais pour John Redmond (mort en mars 1918) et le parti nationaliste constitutionnel, il s'agit sans aucun doute d'un échec retentissant. Du point de vue britannique, il apparaît clair que la conférence permet de gagner du temps. C'est un gain d'une année et l'occasion de démontrer la bonne foi anglaise dans le dossier. La responsabilité de l'échec de la Convention retombe plutôt sur les communautés irlandaises. Le gouvernement britannique peut facilement dire qu'il a tout essayé ; du même

souffle, il peut aussi rejeter le blâme sur les Irlandais en attribuant l'échec « to the inability of Irishmen to agree among themselves »³⁷.

Une affirmation partiellement juste, à notre avis. S'il est vrai que les Irlandais ne sont pas capables de s'entendre entre eux en 1918, il est également vrai qu'ils doivent bénéficier d'une aide extérieure. Justement, pendant la Convention, un des facteurs qui auraient pu jouer en faveur de la réussite du projet réside incontestablement dans l'action du gouvernement Lloyd George. Loin de vouloir blâmer exclusivement le cabinet, il faut tout de même noter l'importance qu'a eu son action durant la Convention et pendant sa débâcle. Il est ainsi important d'analyser l'impact des mesures gouvernementales et la véritable liberté d'action du premier ministre en 1917-1918.

LLOYD GEORGE, LES TORIÉS, LA GUERRE MONDIALE ET L'IRLANDE

En 1918, l'action de Lloyd George est nécessaire pour éviter la faillite de la conférence. Comme nous l'avons vu, un règlement exclusivement familial relève de l'utopie. Reste donc qu'à forcer les parties à s'entendre, et seul Lloyd George et son cabinet peuvent accomplir ce tour de force. Malheureusement pour les partisans de Redmond et Midleton, la pression de Lloyd George ne se fera que toute discrète. Malgré quelques lettres adressées aux unionistes et à Barrie, il apparaît clair que Lloyd George ne met pas tout son poids dans la balance³⁸.

L'historien Roy Foster estime que « the exigencies of the war may be advanced as one of the main reasons for the failure of British policy between 1916 and 1918 »³⁹. En effet, Lloyd George doit affronter une difficile situation pendant ces deux ou trois années. Évidemment, il doit accorder une attention particulière au déroulement de la guerre et aux déboires des Alliés en 1917. Paradoxalement, c'est une des raisons qui le pousse à vouloir régler la question irlandaise. Sans la guerre et l'opinion américaine, Lloyd George aurait vraisemblablement porté encore moins d'intérêt à l'Irlande. Ainsi, expliquer les déficiences de l'intervention du premier ministre dans le problème irlandais par son énergie à combattre l'Allemagne ne convainc pas d'emblée.

Il est vrai que Lloyd George est préoccupé par le cocktail (social, économique et militaire) explosif de 1917-1918 en Grande-Bretagne. Plusieurs de ses correspondances en témoignent⁴⁰. Nul doute qu'il ne peut accorder autant de temps à l'Irlande et à la Convention, mais la difficulté semble résider ailleurs. Ce n'est pas le temps considérable qu'il accorde au front européen qui pose problème, mais plutôt la mauvaise qualité de ses actions dans le domaine irlandais et l'incompréhension de la situation réelle vécue en Irlande. Une compréhension déficiente, basée sur des informations erronées ou trop

optimistes, constitue un des facteurs importants dans l'insuccès gouvernemental en 1917-1918⁴¹. Malgré l'intérêt certain en faveur d'une résolution de la question, Lloyd George ne saisit pas parfaitement l'état véritable de la situation en Irlande. Le problème n'est nullement que Lloyd George ne s'intéresse pas à la question irlandaise, ni que celle-ci ne soit pas nécessairement la priorité numéro un de son agenda politique ; c'est plutôt l'incompréhension intrinsèque des enjeux qui pose difficulté. Une constante dans l'action de Lloyd George entre 1916 et 1921. Comment régler un problème, si l'on ne connaît pas ses véritables sources ou si l'on ne s'informe pas aux bons endroits pour les déceler ? La question de la conscription au printemps 1918 met d'ailleurs en lumière toute l'incompréhension du cabinet et le manque de justesse dans sa collecte d'informations.

LA CRISE DE LA CONSCRIPTION

La conscription obligatoire a fait l'objet de plusieurs débats en Grande-Bretagne durant la Première Guerre mondiale et aussi dans plusieurs Dominions, dont celui du Canada⁴². Il s'agit d'une question, à la base, très controversée. David Lloyd George prendra évidemment position dans ce débat. Pour lui, la conscription obligatoire n'est pas seulement désirable, mais elle est inévitable. Une position critiquée chez les libéraux, mais qu'il conservera durant toute la guerre⁴³.

À la fin de l'année 1917, la question de la conscription refait surface une nouvelle fois. Le cabinet Lloyd George, après révision de la situation militaire, convient que le conflit ressemble maintenant davantage à une guerre : « [...] of attrition, and in order to win, the Allies had to recruit enough men to fight into 1919 and to outlast the enemy »⁴⁴. D'autres raisons motivent la conscription, notamment l'échec des attaques alliées sur le front Ouest⁴⁵. Conjuguées aux défaites cuisantes des commandants Nivelles et Haig, une gigantesque opération militaire allemande inflige des pertes alliées substantielles sur cette même ligne européenne à partir de mars 1918⁴⁶.

Comme l'affirme l'historien Alan J. Ward, cette attaque surprise remet la question de la conscription à l'ordre du jour. Du même coup, la pression se fait de plus en plus forte en faveur d'une conscription irlandaise ; l'Irlande étant le seul territoire impérial à avoir été exempté de l'enrôlement obligatoire pendant la guerre⁴⁷. Alors que Lloyd George s'apprête de nouveau à conscrire le Pays de Galles, l'Écosse et l'Angleterre et à étendre l'âge de la conscription de quarante-cinq à cinquante ans dans ces trois provinces, les pressions parlementaires s'accroissent pour légiférer aussi en Irlande⁴⁸. D'ailleurs, David Lloyd George lui-même tend à souscrire à cette pensée qu'il faut conscrire l'Irlande, par souci d'équité et de justice *all round* :

We have shown indulgence to Ireland, perhaps wise and reasonable indulgence, in the hope that Ireland would become reconciled to her Imperial associations. We have now decided that we cannot apply these drastic, far-reaching, and devastating proposals (conscription) to England, Scotland and Wales without applying conscription to Ireland [...].⁴⁹

C'est dans cette optique que le premier ministre accepte d'appliquer la conscription à l'Irlande. Une seule condition s'impose à l'exécution de cette décision : qu'en même temps, le gouvernement puisse appliquer officiellement le *Home Rule* à l'Irlande⁵⁰. Cependant, comme cette condition est difficile à obtenir (puisque la Convention n'a pas réussi à s'entendre vraiment sur la forme de *Home Rule* à adopter), le cabinet décide :

[...] that we would not immediately enact Irish conscription, but we would insert in the Bill a provision authorising the Government to impose it by Order in Council. Irish conscription, especially if unaccompanied by Home Rule, would have a very damaging effect on public opinion in America⁵¹.

L'affirmation est certainement juste, mais ce que Lloyd George ne semble pas réaliser, c'est le dommage déjà créé par l'acceptation tacite de la conscription. Pour les Irlandais nationalistes, une conscription immédiate ou retardée équivalait à la même chose.

La réaction nationaliste est immédiate. Tous les leaders nationalistes, modérés ou radicaux, s'unissent contre ce vote britannique. La situation prend de si grandes proportions que même certains soldats irlandais catholiques, engagés sur le front européen depuis quelques mois, demandent aux généraux français d'accepter de les engager dans l'armée française⁵².

La crise de la conscription aura trois conséquences principales. Elle sera d'abord le coup fatal adressé au parti nationaliste constitutionnel de Redmond, qui ne s'en remettra jamais. Elle sera par conséquent l'élément principal dans l'ascension des forces républicaines du *Sinn Féin*⁵³. Enfin, elle marquera le début d'une nouvelle donne politique largement incomprise par le cabinet.

En effet, l'opinion majoritaire dans l'Irlande catholique va se rallier au *Sinn Féin* après cet épisode. Toutefois, cette nouvelle adhésion de la majorité modérée catholique ne signifie pas que la population irlandaise soit spontanément devenue extrémiste. En fait, ce que ne semble pas comprendre adéquatement le gouvernement britannique, c'est comment l'opinion publique décide de soutenir vraiment le *Sinn Féin*. Comme l'entend Roy Foster : « What Lloyd George seems to miss is how quickly the balance of power

shifted to the Sinn Féin from 1918 especially, nor that he sees that it is the Conscription Bill which has helped to bring that change»⁵⁴.

Les causes et l'existence de ce changement dans l'opinion catholique semblent mal comprises à Westminster. À savoir si toute la population catholique s'est radicalisée au point de devenir foncièrement républicaine ou même violente, il ne saurait en être question. En fait, l'appui des masses catholiques au *Sinn Féin* résulte davantage de la déception des années précédentes que d'une forte conviction sécessionniste ou d'une nouvelle et soudaine inclination à la violence.

La crise de la conscription prouve à quel point la question irlandaise, malgré son intérêt et l'urgence d'un règlement, ne figure pas comme la priorité numéro un du gouvernement britannique. Cinglant, Alan J. Ward prétend que : « The decision (d'appliquer la conscription) was made in haste and with the poorest of information and analysis »⁵⁵. Effectivement, plusieurs éléments semblent confirmer cette hypothèse. À commencer par le peu de considération dédiée aux avertissements lancés par les lieutenants britanniques en Irlande. Le 27 mars 1918, le général Byrne, chef de la police (*Royal Irish Constabulary*), rencontre le cabinet et annonce que l'application du service militaire obligatoire serait une grave erreur, qui unifierait toutes les forces nationalistes⁵⁶. La même journée, le *Chief Secretary* H. E. Duke, affirme qu'il serait impossible d'étendre la conscription à l'Irlande, pour aider l'effort de guerre : « We might almost as well recruit Germans », précise-t-il⁵⁷. La même opinion est donnée par Sir James Campbell, *Lord Chief of Justice for Ireland*, par James O'Connor, *Attorney-General for Ireland* et même par le chef unioniste Edward Carson qui prévoit de graves dommages en cas de conscription⁵⁸.

Malgré tous ces avertissements, Lloyd George et son cabinet acceptent l'idée de la conscription. Seul George Barnes, unique ministre travailliste dans la coalition, s'y oppose⁵⁹. Il semble que la possibilité de recruter plusieurs milliers d'Irlandais ait joué un plus grand rôle dans la décision du cabinet. Même s'il se doute des répercussions et des problèmes à venir en Irlande, Lloyd George décide quand même de passer la loi⁶⁰. Le cabinet se joint donc à l'opinion conservatrice qui refuse de voir un immense danger dans l'imposition de la conscription. Comme le dira d'ailleurs fièrement le nouveau commandant en chef de l'armée anglaise, Sir Henry Wilson : « I was not afraid to take 100 000-150 000 recalcitrants ; conscripted Irishmen »⁶¹.

EN ROUTE VERS UNE SITUATION CHAOTIQUE

L'échec de la Convention et la décision de voter la conscription constituent deux grands facteurs méritant une considération dans l'analyse de la

situation en 1917-1918. Deux facteurs qui expliquent certainement la chute finale du parti nationaliste constitutionnel de John Redmond et la montée en force du *Sinn Féin*, mené par Arthur Griffith et Eamon de Valera.

Les deux dernières années du conflit mondial marquent également le début d'un désintéressement britannique à la question irlandaise, même si les événements en 1919 et 1920 forceront le gouvernement, un peu à reculons, à trouver une autre solution. Mais le manque d'intérêt demeurera à la source d'une incompréhension majeure au cabinet après 1918 : celle de la nouvelle donne parlementaire en Irlande. Après l'élection du *Sinn Féin* en novembre 1918, le gouvernement de coalition adopte une attitude beaucoup plus fermée et sévère. Cette attitude risque certainement de masquer certaines chances de solution. Le gouvernement déclenche une guerre ouverte avec le *Sinn Féin*, oubliant peut-être que ce parti a été élu par une grande majorité de la population et en oubliant aussi que les partisans de l'ancien parti de Redmond n'ont pas disparu. Au contraire, la voie modérée est toujours présente ; seulement, elle s'est incorporée au *Sinn Féin*, seul parti capable de gagner la faveur générale en 1918.

Les années 1917-1918 bouleversent tout. Les événements imprévisibles de la fin de la guerre contribuent d'ailleurs à rendre la situation encore plus imprévisible par la suite. Ces deux années radicalisent les leaders d'opinion et polarisent la carte parlementaire entre deux grands partis, le *Sinn Féin* et les unionistes d'Ulster ; la force d'influence des unionistes du sud ayant désormais disparu, après le schisme consommé avec les protestants d'Ulster.

Toutefois, malgré cette polarisation, de nouvelles voix tentent de remettre la modération à l'ordre du jour. Le nationalisme modéré n'est pas nécessairement mort, même si son principal parti, lui, disparaît bel et bien après 1918. L'erreur de plusieurs politiciens britanniques en 1919 et 1920 sera de ne pas tenir compte de cette nouvelle voie modérée gravitant autour du *Sinn Féin* ; une nouvelle voie convenant à la majorité de la population catholique et révélant de nouvelles fenêtres de possibilités.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'auteur poursuit présentement un doctorat en histoire à l'Université Concordia, sous la direction de professeur Ronald Rudin. L'article suivant est tiré de son mémoire de maîtrise, intitulé *Lloyd George et la question irlandaise, 1914-1921*, et déposé en septembre 2004 à l'Université du Québec à Montréal.

2. Depuis 1886, les projets de loi de *Home Rule* se succèdent à Westminster, mais aucune loi de *Home Rule* ne recevra l'assentiment de la chambre avant 1920. Le *Home*

Rule garantit une certaine autonomie à l'Irlande, sans pour autant concéder l'indépendance totale à l'île. Jusqu'en 1920, l'Irlande est toujours considérée comme une possession de la Grande-Bretagne, en vertu de l'Acte d'Union appliqué par Westminster en 1801. Les députés irlandais siègent à Londres et tous les pouvoirs relatifs à la fiscalité, à l'administration ou à la défense relèvent de l'autorité britannique. Le projet de *Home Rule* vise à permettre à l'Irlande une redistribution des pouvoirs et la chance de contrôler plusieurs champs de compétence, autrefois réservés à Londres par la création d'un nouveau parlement à Dublin. Ce projet satisfait la majorité des Irlandais et évidemment le principal parti nationaliste catholique, *Irish Party*, dirigé par John Redmond. Le parti de Redmond et la majorité catholique s'entendent d'ailleurs pour réclamer une certaine autonomie, et non pas la séparation, de l'île. Voir Jean Guiffan, *La Question d'Irlande*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1989, p. 65. Voir aussi François Bédarida, *L'Angleterre triomphante*, Paris, Hatier Université, 1974, p. 209. Voir aussi Michael Laffan, *The Partition of Ireland 1911-1925*, Dundalk, Dundalgan Press, 1983, p. 21.

3. PRO, CAB 23/5, W. C. 376, minute 5, 28 mars 1918.

4. John Grigg, *Lloyd George, War Leader 1916-1918*, London, Penguin Books, 2002, p. 537.

5. *Ibid.*, p. 537-538.

6. HLRO, LG F/32/4/14, Hughes à Lloyd George, 30 décembre 1916.

7. PRO, CAB 27/69, C. I., *The Dominions and Ireland*, 13 octobre 1919.

8. Voir PRO, CAB 23/5, W. C. 351, minute 12, 22 février 1918.

9. A. J. P. Taylor (dir.), *Lloyd George, A Diary by Frances Stevenson*, New York, Harper & Row, 1971, 25 avril 1917, p. 155.

10. Jean Guiffan, *La Question d'Irlande*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1989, p. 47.

11. Denis Gwynn, *The Life of John Redmond*, London, George G. Harrap and Co., 1932, p. 543.

12. PRO, PREM 1/234, Lloyd George à Barrie, 1er janvier 1918. Voir aussi PRO, PREM 1/234, Lloyd George à Barrie, 23 novembre 1917. Voir aussi John Grigg, *Lloyd George, War Leader 1916-1918*, London, Penguin Books, 2002, p. 104.

13. Lord Kitchener ; militaire britannique, *Chief of Imperial General Staff*, 1914-1916.

14. David French, *The Strategy of the Lloyd George Coalition, 1916-1918*, Oxford, Clarendon Press, 1995, p. 286-290.

15. *Ibid.*, p. 82.

16. A. J. P. Taylor, *English History, 1914-1945*, Oxford, Clarendon Press, 1965, p. 84.

17. David Stevenson, « War Aims and Peace Negotiations », dans Hew Strahan, *The Oxford Illustrated History of the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 212.

18. John Grigg, *Lloyd George, War Leader 1916-1918*, London, Penguin Books, 2002, p. 2. La bataille de Nivelles constitue un échec de taille pour les Alliés. En quelques

jours seulement, les Français ont perdu près de 100 000 hommes. Voir aussi David French, « The Strategy of the Entente Powers », dans Hew Strahan, *The Oxford Illustrated History of the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 64-65.

19. PRO, PREM 1/233, Lloyd George à Redmond et Carson, 16 mai 1917.

20. PRO, PREM 1/233, Lloyd George à Redmond et Carson, 16 mai 1917.

21. Great Britain. His Majesty's Stationery Office. *Letter of Transmission from the Chairman of the Irish Convention to Prime Minister*. Command Papers, Cmd 9019, 1918, p. 9.

22. *Ibid.*, p. 29.

23. « What is called the Midleton scheme is the only scheme that has any chance of uniting various parties in the Convention. Redmond accepts it. The Labour party accept it. Independents like Dunraven accept it », PRO, PREM 1/233, John Dublin à Harmsworth, 19 janvier 1918, p. 28.

24. Great Britain. His Majesty's Stationery Office. *Letter of Transmission from the Chairman of the Irish Convention to Prime Minister*. Command Papers, Cmd 9019, 1918, p. 5-6.

25. Thomas Hennessey, *Dividing Ireland, World War I and Partition*, London, Routledge, 1998, p. 210.

26. Quarante-deux représentants irlandais seraient élus à la Chambre des Communes du parlement du Royaume-Uni et la représentation irlandaise continuerait également à la Chambre des Lords. Voir Great Britain. His Majesty's Stationery Office. *Letter of Transmission from the Chairman of the Irish Convention to Prime Minister*. Command Papers, Cmd 9019, 1918, p. 27.

27. Voir PRO, PREM 1/233, Midleton à W. G. S. Adams, 22 décembre 1917, p. 136.

28. PRO, PRO 30/67/35, interview avec le War Cabinet, 6 février 1918, p. 2056.

29. PRO, PRO 30/67/37, 1918, p. 2185-2264, *Confidential report to His Majesty the King by the Chairman*, 144. *The Conference with the Prime Minister, February 13*, avril 1918.

30. PRO, CAB 23/5, W. C. 345, minute 5, 13 février 1918.

31. Voir PRO, PREM 1/233, Gwynn à Adams, 22 décembre 1917, p. 139. Voir aussi PRO, PREM 1/233, Plunkett à Adams, 11 décembre 1917, p. 142. Voir aussi Denis Gwynn, *The Life of John Redmond*, London, George G. Harrap and Co., 1932, p. 560.

32. « [...] others, like myself, regard the Ulster attitude as selfish, and to put it quite plain as a betrayal of their old friends in the South. An Irish Parliament without Ulster would leave Southern Unionists without representation at all ». Ce témoignage, même s'il a été écrit en 1919, montre à quel point le fossé entre les deux communautés unionistes s'est agrandi durant la guerre. PRO, CAB 27/69, Memorandum de Lord Desart, C. I. 41, 22 novembre 1919.

33. PRO, PREM 1/233, Lloyd George à Bonar Law, 12 janvier 1918, p. 113.
34. Alan J. Ward, « Lloyd George and the 1918 Irish Conscription Crisis », *The Historical Journal*, vol. XVII, 1974, p. 113.
35. PRO, CAB 23/6, W. C. 385, 6 avril 1918.
36. Nicolas Mansergh, *The Unresolved Question, The Anglo-Irish Settlement and its Undoing 1912-1972*, New Jersey, Yale University Press, 1991, p. 106.
37. *Ibid.*
38. PRO, PREM 1/234, Lloyd George à Barrie, 23 novembre 1917. PRO, PREM 1/234, Lloyd George à Barrie, 1 janvier 1918.
39. R. F. Foster, *Modern Ireland, 1600-1972*, London, Penguin Books, 1988, p. 487.
40. Denis Gwynn, *The Life of John Redmond*, London, George G. Harrap and Co., 1932, p. 571-574.
41. Alan J. Ward, « Lloyd George and the 1918 Irish Conscription Crisis », *The Historical Journal*, vol. XVII, 1974, p. 128.
42. Voir Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain, tome I*, Montréal, Boréal, 1989, p. 689-693.
43. Chris Wrigley, *Lloyd George*, Oxford, Blackwell, 1992, p. 74.
44. Alan J. Ward, « Lloyd George and the 1918 Irish Conscription Crisis », *The Historical Journal*, vol. XVII, 1974, p. 109.
45. Voir David French, « The Strategy of the Entente Powers », dans Hew Strahan, *The Oxford Illustrated History of the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 61-65.
46. Voir Holger H. Herwig, « The German Victories, 1917-1918 », dans Hew Strahan, *The Oxford Illustrated History of the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 258-264.
47. John Grigg, *Lloyd George, War Leader 1916-1918*, London, Penguin Books, 2002, p. 465-474.
48. Nicolas Mansergh, *The Unresolved Question, The Anglo-Irish Settlement and its Undoing 1912-1972*, New Jersey, Yale University Press, 1991, p. 107-108.
49. PRO, CAB 23/6, W. C. 385, 6 avril 1918.
50. PRO, CAB 23/6, W. C. 383, minute 17, 5 avril 1918.
51. David Lloyd George, *War Memoirs of David Lloyd George*, London, Ivor Nicholson and Watson, 1933, vol. 5, p. 2668-2669.
52. Lettre de A. Fleriau, chargé d'affaire français : « Plusieurs Irlandais nous ont demandé à s'engager dans l'armée française [...] leurs auteurs avouent qu'ils n'osent pas entrer dans l'armée britannique dans l'état de l'opinion dans leur pays », PRO, CAB 24/54, G. T. 4808, *Enlistment of Irishmen in the French Army*, 16 juin 1918.
53. Liam de Paor, *Divided Ulster*, London, Penguin Books, 1971, p. 85-86.
54. Entrevue avec le professeur Roy Foster, 11 novembre 2003, Hertford College,

Oxford.

55. Alan J. Ward, « Lloyd George and the 1918 Irish Conscription Crisis », *The Historical Journal*, vol. XVII, 1974, p. 110.

56. PRO, CAB 23/5, W. C. 374, minute 12, 27 mars 1918.

57. Alan J. Ward, « Lloyd George and the 1918 Irish Conscription Crisis », *The Historical Journal*, vol. XVII, 1974, p. 110.

58. Voir PRO, CAB 24/47, G. T. 4101, Mémorandum de Campbell, 30 mars 1918. Voir aussi PRO, CAB 24/47, G. T. 4129, Mémorandum de James O'Connor, 2 avril 1918. Voir aussi PRO, CAB 23/5, W. C. 376, minute 5, 28 mars 1918.

59. PRO, CAB 23/14, W. C. 376 A (secret), minute 1, 28 mars 1918.

60. BLIB, Add. 50 905, vol. 5, Conversation entre C. P. Scott et Lloyd George, 21 avril 1918.

61. C. E. Callwell, *Field-Marshal Sir Henry Wilson. His Life and Diaries*, Londres, 1927, p. 68.